

Le Brésil «néolibéral» végète dans le marasme social

Par
CHANTAL RAYES
Correspondante
à São Paulo

Malgré une hausse du PIB ces derniers mois, le gouvernement Temer ne parvient pas à enrayer l'explosion des inégalités due aux cadeaux fiscaux et coupes dans le budget des aides aux plus pauvres.

Sa voix est à peine audible. Jamais Vera n'aurait imaginé ça. Elle, ex-gérante de supermarché, faisant la queue dans un centre d'assistance sociale. La crise économique sans précédent, dont le Brésil commence à peine à voir le bout, a obligé cette chômeuse à ravalier sa fierté. Réduite «à faire des ménages», Vera, 58 ans, est venue solliciter la Bolsa Família, une aide en argent pour les plus démunis (son montant,

variable, est de 50 euros par mois en moyenne), introduite par l'ancien président Lula da Silva (Parti des travailleurs, PT). Avec 13,3 millions de chômeurs, la liste d'attente est longue. On y trouve beaucoup d'anciens bénéficiaires, retombés aujourd'hui de nouveau sous le seuil de pauvreté. Pendant les années fastes, ils avaient fièrement «rendu la bourse» dont ils n'avaient plus besoin. Ils étaient alors de ces 40 millions de

Brésiliens dont le PT, avec Lula puis sa dauphine, Dilma Rousseff, destituée l'an dernier, se prévaut d'avoir amélioré les conditions de vie.

THÉRAPIE DE CHOC

Entre 2003, quand le leader de gauche accède à la tête du Brésil, et 2014, à la veille de la crise, le taux de pauvreté a dégringolé, tombant à son plus bas niveau historique (de 27,9% à 8,4%). Après deux années d'une profonde récession, il est remonté à 11,2%, selon le Centre des politiques sociales de la **Fondation Getúlio-Vargas**, qui parle de 5,9 millions de «nouveaux pauvres», dont beaucoup de «très pauvres». D'où la crainte d'un retour du Brésil sur la carte de la faim dans le monde, trois ans après l'avoir quittée. «En 2015 et 2016, et après avoir reculé treize ans durant, les disparités de revenus se sont à nouveau et fortement creusées», s'inquiète l'économiste **Marcelo Neri**, directeur du centre. Et c'est un obstacle à la relance, les pauvres représentant une part substantielle du revenu national. En moins de trois ans, le taux de chômage (12,8%) a presque doublé, du jamais vu. S'il n'épargne pas les di-

plômés, de plus en plus nombreux à quitter l'éternel «pays d'avenir», ses principales victimes sont les moins instruits. «Sous Lula, il y a eu un cercle vertueux», explique l'économiste et éditorialiste Laura Carvalho, étoile montante de la gauche. Grâce à la hausse accélérée du salaire minimum et aux aides sociales, la pauvreté a reculé, favorisant notamment l'expansion des services, un secteur intensif en main-d'œuvre non qualifiée. Avec la crise, ce secteur a été le premier à licencier.»

Le professeur d'économie Bruno Ottoni parle quant à lui d'un retour de bâton après les acquis du PT. La valorisation du smic et le recul du travail au noir auraient par trop renchéri le maintien dans l'emploi. Le salarié serait donc devenu la variable d'ajustement. Avec la crise prolongée, le chômage de longue durée touche désormais 40% des demandeurs d'emploi. A São Paulo, la capitale économique, cette dégradation est palpable. La population de rue aurait doublé. A Rio de Janeiro, deuxième ville du pays, elle a triplé. L'Etat de cette dernière, qui souffre du recul de la manne pétrolière, vit une crise encore plus grave. Les coupes dans le budget de la sécurité publique provoquent un regain de violence, notamment à la Rocinha, la plus grande favela de Rio, encerclée par l'armée depuis une semaine. «Le travail informel et le commerce ambulant gagnent du terrain dans les grandes villes», constate Lúcia Garcia, économiste au Dieese, un think tank lié aux syndicats. C'est au prix de cette précarisation que le chômage a enregistré, entre mai et juillet, son premier recul depuis le début de la crise.

Quand Dilma Rousseff accède au pouvoir, en 2011, le «supercycle» des matières premières, qui avait fait la fortune du Brésil, tire à sa fin, freinant net la première économie d'Amérique latine. En tentant de réduire les tarifs des services publics, la successeur de Lula a déstabilisé des secteurs entiers d'activité. Pour Laura Carvalho, sa principale erreur aura été de délaisser l'investissement public, un puissant moteur de croissance sous Lula: «Elle a préféré encourager l'industrie, qui se plaignait de son manque de compétitivité, à coups d'emprunts à taux bonifiés et d'exonérations fiscales. Et cela alors que les recettes étaient déjà en recul. Or, les entreprises, qui avaient beaucoup investi sous Lula, n'avaient aucune raison de le faire à nouveau. Leur capacité de production n'était pas encore totalement exploitée.» En quatre ans, ces cadeaux fiscaux ont atteint la bagatelle de 122 milliards d'euros, avec pour seul résultat de creuser les déficits. Fin 2014, le Brésil cale. Mais avec un chômage de seule-

ment 6,5 %, la présidente célèbre le «plein-emploi». Réélue, elle décide de trancher dans les dépenses, notamment sociales, pour rééquilibrer les comptes. Cette cure d'austérité approfondie par Michel Temer, ex-vice président qui a remplacé Dilma Rousseff en mai 2016, a aggravé la crise. La corruption a fait le reste. En s'attaquant aux cartels qui fraudaient les marchés publics, la désormais célèbre opération Lava Jato («lavage express») a paralysé le dynamisme du secteur du BTP.

«SANS COMPASSION»

Reste qu'*«en ruinant l'Etat, écrit l'éditorialiste Vinicius Torres Freire, Dilma Rousseff a ouvert un boulevard pour une reprise en main néolibérale par la coalition qui l'a déposée»*. Pour contenir un endettement croissant et réduire le déficit budgétaire (9,5 % du PIB après paiement du service de la dette), le très impopulaire Michel Temer a lancé une thérapie de choc : privatisations (57 actifs mis en vente), réformes économiques et surtout gel de la dépense publique jusqu'en 2038, via un amendement constitutionnel adopté en décembre. Une mesure *«radicale et sans compassion»* qui risque de *«condamner toute une génération future à une protection sociale très inférieure à l'actuelle»*, selon Philip Alston, rapporteur spécial de l'ONU pour l'extrême pauvreté et les droits de l'homme. Même la Bolsa Família, une politique peu coûteuse et à l'efficacité reconnue, n'est plus épargnée. Alors que la Banque mondiale préconise son expansion face à la crise sociale, le nombre de foyers bénéficiaires (12 800 000) est au contraire en net recul. Pour le seul mois de juillet, 543 000 familles se sont vu retirer l'aide, sans explication. L'an dernier, le gouvernement avait allégué des fraudes pour retirer des bénéficiaires du programme, dont la majoration prévue du budget (actuellement de 7,5 milliards d'euros) vient également d'être suspendue, au nom des restrictions budgétaires. Michel Temer a en revanche trouvé l'argent pour augmenter les salaires des fonctionnaires et caresser dans le sens du poil la combative classe moyenne.

«La notoriété de la Bolsa Família cache une réalité, reprend Marcelo Neri. Historiquement, l'Etat brésilien alimente les inégalités en transférant des richesses aux non-pauvres.» Cet éminent spécialiste défend l'*«inévitabile»* réforme du coûteux système de retraites, déjà envisagée par Dilma Rousseff, ainsi que la modernisation d'un code du travail très rigide. Son désaccord porte sur la manière de faire. *«Temer n'a pas été élu, il n'a aucune légitimité pour mener ces réformes, renchérit Laura Carvalho. S'il passe, son projet pour les retraites risque*

d'exclure du système la main-d'œuvre pauvre, exposée au travail au noir et à la pénibilité. Un ouvrier du bâtiment ne pourra pas travailler ni cotiser aussi longtemps que le veut le texte, qui fixe à 65 ans l'âge de la retraite et exige vingt-cinq ans de contribution.» Quant au nouveau code du travail, adopté le 11 juillet, il laminait la position négociatrice des salariés. Une issue que le PT aurait pu éviter, s'il avait mené cette réforme *«nécessaire à la compétitivité»* au lieu de l'abandonner à la droite, déplore en substance Nelson Barbosa, ex-ministre des Finances de Dilma Rousseff, dans une tribune en forme de mea culpa.

Malgré le zèle de Temer, la reprise reste incertaine. Même si le pire semble être passé. Les plus optimistes parlent d'une sortie de crise graduelle. La hausse du PIB au premier et au deuxième trimestre (+1 % et +0,2 %), après deux années consécutives en

chute libre (-3,8 % en 2015 et -3,6 % en 2016), devait beaucoup à des facteurs ponctuels. Face à une demande anémique, l'inflation a cédé, mais les investissements sont toujours en chute depuis 2013. *«On nous disait pourtant qu'il suffirait que Dilma s'en aille pour rétablir la confiance»*, ironise l'économiste Lúcia Garcia. *«Il n'y a pas de perspective de relance, reprend Laura Carvalho. Les ménages et les entreprises sont trop endettés pour consommer ou investir. Sans parler de l'instabilité politique»*, à l'heure où le chef de l'Etat est accusé de corruption. Au centre social, Idenalva a la nostalgie de Lula. Ce qu'elle pense de Temer ? Cette domestique au chômage lâche un rire amer : *«Jamais aucun gouvernement n'a autant pris à ceux qui n'ont rien.»* ◆

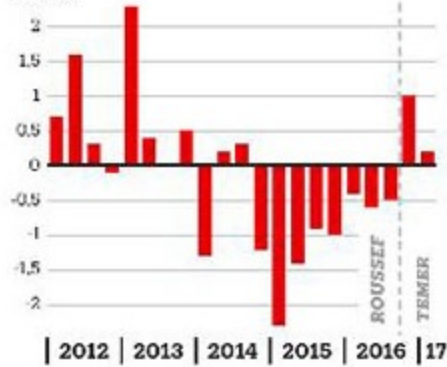
«Michel Temer n'a pas été élu, il n'a aucune légitimité pour mener ses réformes des retraites et du code du travail.»

Laura Carvalho
économiste



Produit intérieur brut

Variation trimestrielle,
en %



Chômage

Moyenne sur trois
mois, en %
de la population
active

12.8 %

7.9 %

